

CONTRE LE PACTE DE RESPONSABILITE

PAR LA GREVE ET DANS LA RUE !

Gattaz l'avait annoncé : il n'y aura pas de contreparties aux cadeaux que Hollande a promis au patronat, lors de ses vœux 2014. Le gouvernement se couche devant le MEDEF et c'est sans honte que les directions syndicales CFDT-CFE-CGC et CFTC viennent de donner leur accord à cette politique désastreuse pour les classes populaires.

Un Pacte contre les travailleurs

La principale disposition du « Pacte de responsabilité » devait être la suppression des cotisations des entreprises à la branche famille de la Sécurité Sociale, soit 30 milliards d'€, avec l'ouverture d'une négociation sur de soi-disant « *contreparties claires, précises, mesurables, vérifiables* ». Cette négociation, à laquelle toutes les directions syndicales ont participé au nom du « dialogue social » prôné par ce gouvernement, s'est soldée par une sinistre farce. Les représentants CFDT, CFTC, CGC ont signé avec le MEDEF un « *relevé de conclusions* » qui prévoit « *d'ouvrir des discussions en vue d'aboutir à un relevé de conclusions signé....* ». C'est-à-dire ... aucun engagement. Le débat au Parlement aura lieu fin avril. On sait déjà que le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), cadeau de 20 milliards d'€ aux entreprises serait maintenu, avec une baisse de 50 milliards des dépenses publiques en 3 ans. A cela s'ajouteraient 10 milliards d'€ d'exonérations de la part patronale des cotisations sociales. Etendues, dès 2015, aux salaires jusqu'à 2,1 SMIC (3030 €), cela permettrait aux employeurs de ne plus verser la part patronale pour 90 % des salariés, entraînant à terme l'assèchement total du financement des branches de la Sécurité sociale.

Contre le gouvernement et le patronat, se mobiliser pour gagner

Contre ce gouvernement, la riposte doit être à la hauteur de l'attaque. Mais pour gagner, nous devons tirer les leçons des mobilisations sur les retraites, où les journées d'action successives et éclatées dans le temps n'ont pas permis de gagner. Le fait que les attaques soient portées par un gouvernement dit « de gauche » avec le soutien d'une partie des directions syndicales constitue une difficulté supplémentaire. Cette mobilisation devra s'appuyer sur l'ensemble du mouvement social, syndical, associatif, politique, sur toutes celles et ceux qui refusent toute la logique du « Pacte de responsabilité » et sont décidés à affronter patronat et gouvernement. Seul un blocage total

de l'activité économique pourra faire reculer le pouvoir et les possédants. L'objectif, c'est la grève générale.



Ne pas laisser la rue à la droite et à l'extrême droite

La journée de grève et de manifestations du mardi 18 mars à l'appel de CGT, FO, FSU, Solidaires constitue une première occasion de dire « tous ensemble » notre opposition à ce plan d'attaques contre les travailleurs. L'organisation d'une journée de « révolte du gauche » prévue le 12 avril à Paris, à l'initiative des organisations de la gauche politique et syndicale ne participant pas au gouvernement, et des associations de défense des droits sociaux et démocratiques, pourra en être l'étape suivante.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



POUR PRENDRE CONTACT :

Par courrier : NPA, 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

Par mail : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Tel Mail :

AGS : AGIR POUR NOS SALAIRES

Zéro AGS en 2014 ... ce n'est pas une surprise : le blocage des salaires était déjà prévu dans l'accord de compétitivité signé l'an dernier. Les soi-disant contreparties, on les attend toujours. Une chose est sûre : le blocage des salaires c'est aussi l'arrêt des évolutions. Pas question non plus de compter sur d'hypothétiques primes car pour défendre nos salaires, rien ne remplace les augmentations. Et, à Renault comme ailleurs, pour rattraper nos pertes de pouvoir d'achat, rien ne remplacera la lutte. Un rattrapage de 300 € pour toutes et tous, c'est vraiment un minimum !

POUR L'ALLIANCE DES SALAIRES RENAULT-NISSAN

Après ses annonces de regroupement d'activités Renault et Nissan, Ghosn passe à l'action. Pas de temps à perdre : il a promis aux actionnaires 1,5 milliards d'économies supplémentaires d'ici 2016. Dès ce mois-ci, un groupe de managers de Nissan arrive au Technocentre pour préparer la mise en place d'un « management commun ». Pour supprimer des postes, il faut créer des doublons en commençant par le haut. Les plus « performants » sauveront (peut-être) leur tête. Bonjour l'ambiance ! Mais au-delà de la réorganisation qui coûtera des places aux top managers, nous sommes tous concernés, de l'ouvrier professionnel à l'ingénieur. Et pour nous défendre, la seule Alliance digne de ce nom, c'est celle des salarié(e)s en lutte, Renault ou Nissan, uni(e)s par-delà les frontières.

RENAULT TRUCKS:1300 SUPPRESSIONS DE POSTES

Renault Trucks, filiale de Volvo issue de la vente en 2001 de Renault Véhicules Industriels au groupe suédois, vient d'annoncer la suppression de 508 postes de travail. Ces suppressions d'emplois s'étaleraient sur trois ans et concerneraient les sites de Lyon, Bourg-en-Bresse et Blainville-sur-Orne (Calvados). Il faut y ajouter la suppression de 800 postes chez le personnel extérieur travaillant sur ces sites. Soit au total 1 300 suppressions de postes. Le groupe Volvo distribuera aux actionnaires le même dividende en 2014 qu'en 2013. Partout dans l'automobile, c'est les mêmes recettes. Il est temps que ça change !

SOUTENONS LES POSTIERS DU 92 EN LUTTE

Depuis 43 jours, plusieurs centres de la Poste du 92 sont en grève contre les suppressions d'emploi, les délocalisations et l'aggravation des conditions de travail. Parti de Rueil, le conflit s'est étendu à Courbevoie, La Garenne-Colombes, Colombes, Gennevilliers, Nanterre... Les grévistes, très déterminés, exigent l'embauche définitive des travailleurs précaires et une prime de vie chère. Ces revendications répondent aux réorganisations incessantes, dans le cadre de la privatisation impulsée par les gouvernements successifs, de droite et de gauche. **Solidarité : chèques à SUD Poste 92, 51 rue Jean-Bonal 92250 La Garenne-Colombes, à l'ordre de SUD Poste 92, mention « Solidarité grévistes » au dos.**

DE L'ARGENT, IL Y EN A

DANS LES CAISSES NOIRES DU PATRONAT

Gautier Sauvagnac, ex-chef de l'UIMM (patronat de la métallurgie) a été pris la main dans le sac. Gérant la caisse noire patronale qui disposait de 600 millions d'€, il a été reconnu coupable d'en avoir détourné 16 millions d'€ entre 2000 et 2007. En liquide pour ... « fluidifier » les relations sociales. Verdict : un an de prison ferme. Même s'il fait appel, ça fait tache. Il a mouillé tous les syndicats, mais sans donner aucun nom. Il a préféré risquer la prison plutôt que d'avouer à qui allait l'argent détourné : c'est la loi du milieu. Ces 600 millions d'€ conservés dans la caisse noire d'entraide patronale viennent des versements que Renault et PSA, entre autres, ont sorti de leur trésorerie. Toutes les grandes entreprises de la métallurgie sont partie prenante de ce système mafieux, et continuent à balader les syndicats dans des « négociations » inutiles.

NON A L'AYRAULTPORT !

La manifestation contre l'aéroport de Notre Dame des Landes, fin février à Nantes a été un véritable succès. Plus de 40 000 personnes sont venues de toute la France pour dire non à un projet inutile socialement, dévoreur de fonds publics et destructeur de terres agricoles. Un projet dont le seul but est de satisfaire les appétits de la multinationale Vinci. Le gouvernement a mis Nantes en état de siège, avec tirs de flash-ball et grenades lacrymogènes parfois à bout portant, grenades assourdissantes, canons à eau et matraquages. Cette violence révèle en réalité la peur du gouvernement face à un mouvement déterminé. Et plus que jamais, ce mouvement est uni et solidaire face à la répression du gouvernement Ayrault, jusqu'à l'abandon total du projet.



SI VOUS APPRÉCIEZ CE BULLETIN, AIDEZ LE NPA !

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant (les dons effectués en 2014 sont déductibles pour 2015)

Chèque : à l'ordre de «NPA souscription» à renvoyer à NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Paiement en ligne : www.npa2009.org/souscription

Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil - Agrément de la CNCCFP 06/04/2009

Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt

13 mars 2014